



AVENIR DE FRET SNCF : NOUS EXIGEONS UN DÉBAT AU PARLEMENT !

Les fédérations syndicales CGT cheminots, UNSA ferroviaire, SUD-Rail, CFDT cheminots sont engagées depuis de long mois contre le processus de privatisation en cours à la SNCF, que ce soit pour le transport de voyageurs ou de marchandises.

Elles ont annoncé un processus de grève à double détente, avec une première journée de grève de 24h le 21 novembre, suivi d'un mouvement reconductible, à partir du 12 décembre, si aucune négociation ne s'ouvrirait avec le ministre des Transports et la Direction de la SNCF.

Elles ont déposé le 09 novembre un préavis de grève unitaire portant sur les trois points suivants :

- **L'arrêt du processus de discontinuité/ liquidation de Fret SNCF**, et la nécessité de mettre en place un moratoire sur le processus engagé. La Direction qui a pourtant travaillé de concert avec le gouvernement à la mise en œuvre de ce funeste plan s'est, une fois de plus, réfugiée derrière les décisions gouvernementales réitérées par le nouveau ministre lors de la réunion tripartite du 28 octobre 2024.
- Concernant **la stratégie des filiales dédiées**, là encore, c'est le refus de toute inflexion du choix délibéré de la seule SNCF de filialiser dans le cadre de la réponse aux appels d'offres, alors même que c'est la SA Voyageurs qui candidate, et qui est donc l'attributaire des marchés. C'est donc une stratégie de dumping social assumée, avec comme conséquence une atomisation des règles sociales dans les multiples PME du rail que la Direction entend créer pour chaque lot ouvert à la concurrence.
- Concernant le sujet central du **financement des infrastructures, et de la nécessité d'une loi de programmation des investissements pluriannuelle** pour les infrastructures ferroviaires, aucune réponse concrète n'a pu être apportée lors de la réunion de conciliation. Au contraire, nous avons eu confirmation de la mise en concurrence de SNCF Réseau dans le cadre de la multiplication des transferts de lignes aux régions prévus par la loi LOM.

CONTACT
SERVICE PRESSE
COMMUNICATION
Cédric ROBERT
Tél : 01 55 82 84 32
com@cheminotcgt.fr



Les fédérations syndicales de la SNCF se tiennent disponibles, depuis le début du processus, pour engager de véritables négociations avec le ministre des Transports et la Direction de la SNCF.

La Fédération CGT des cheminots avait interpellé les députés du Nouveau Front Populaire pour qu'un débat ait lieu au Parlement sur l'avenir de Fret SNCF, eu égard à la menace de liquidation programmée par le plan de discontinuité voulu par le gouvernement français.

Une demande a été formulée le 26 septembre au Premier ministre, qui a renvoyé cette sollicitation au ministre des Transports qui n'a pas donné suite.

Nous apprenons ce jour que le gouvernement va proposer un débat au Parlement sur le traité de libre-échange avec le MERCOSUR suivi d'un vote.

La Fédération CGT des cheminots demande au gouvernement de proposer le même format de débat au Parlement concernant l'avenir de Fret SNCF, ce qui nous a été refusé jusqu'à présent. Les cheminots, à l'instar des agriculteurs ou d'autres secteurs professionnels en lutte, mènent un combat d'intérêt général.

